

DROIT SOCIAL

LE NOUVEAU DROIT DE LA FORMATION

Accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003

Loi du 4 mai 2004

Pascal CAILLAUD

Marie-José GOMEZ-MUSTEL

Claude DURAND-PRINBORGNE

Jean-Marie LUTTRINGER

Françoise FAVENNEC-HÉRY

Nicole MAGGI-GERMAIN

François FILLON

Vincent MERLE

Jean-Pierre WILLEMS

Alain SUPIOT : *La valeur de la parole donnée (à propos des chômeurs
« recalculés »)* 541

Hommage à Gérard LYON-CAEN..... 548

Actualité jurisprudentielle 549

NUMÉRO SPÉCIAL

N° 5 — MAI 2004

LE NOUVEAU DROIT DE LA FORMATION

Accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003
relatif à l'accès des salariés à la formation
tout au long de la vie professionnelle

Loi 2004-391 du 4 mai 2004
relative à la formation professionnelle
tout au long de la vie et au dialogue social (*)

sous la direction de
Jean-Marie LUTTRINGER

— Avant-propos par Jean-Marie LUTTRINGER, directeur de CIRCÉ-Consultants	449
— L'esprit d'une réforme par François FILLON, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.....	452
— Un accord historique ? par Vincent MERLE, professeur au CNAM	455
— La formation tout au long de la vie entre droit de l'éducation et droit de la formation par Claude DURAND-PRINBORGNE, ancien professeur d'université en droit public – Ancien recteur d'Académie	464
— Formation professionnelle tout au long de la vie et négociation collective par Jean-Marie LUTTRINGER, directeur de CIRCÉ-Consultants	472
— La formation professionnelle continue entre individualisation et personnalisation des droits des salariés par Nicole MAGGI-GERMAIN, maître de conférences de droit social, ISST - Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne	482
— Temps de formation, temps de travail : quelques observations par Françoise FAVENNEC-HÉRY, professeur à l'université de Paris II (Panthéon-Assas)	494
— Les enjeux de l'obligation d'adaptation par Marie-José GOMEZ-MUSTEL, maître de conférences, Paris XI.....	499
— De la professionnalisation au droit de la compétence par Jean-Pierre WILLEMS, consultant en ressources humaines	509
— Action de formation et validation des acquis de l'expérience : quels contenus pour quelle reconnaissance juridique ? par Pascal CAILLAUD, chargé de recherche CNRS.....	515
* * * *	
— Texte de l'accord national interprofessionnel du 20 septembre 2003.....	527

(*) Sur le volet « dialogue social » de la loi du 4 mai 2004,
v. les diverses études réunies dans le prochain numéro de *Droit social*